

Deux questions majeures sur l'expérience « antilibérale »

mercredi 6 juin 2007, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juin 2007).

La forme comme le fond des secousses produites par les tentatives unitaires « antilibérales » [1] demandent à mes yeux un bilan sur des points très révélateurs, même s'ils ne sont apparus que peu à peu, et que tout le monde n'y donne pas la même importance. Les polémiques ont été virulentes, multiples, répétées sans que certaines des divergences de fond sous-jacentes aient été toujours bien repérées et mises en discussion. Maintenant que les moments les plus passionnés sont derrière nous, mais que les débats, inévitablement, vont se poursuivre, il est temps d'y venir. Je me limite ici à deux de ces points qui me paraissent capitaux : la manière dont il faut comprendre le thème de « la gagne » d'un côté et la question des modes d'engagement de l'autre.

Sommaire

- [« la gagne », le refus du « »](#)
- [Les modes d'engagement et la](#)

« la gagne », le refus du « témoignage », « les antilibéraux majoritaires », le rejet des « protestataires »

J'ai toujours été surpris par la place donnée par nombre de militants y compris de la LCR à l'opposition antilibéralisme/anticapitalisme. Pas plus bête qu'un autre, je sais bien où résident les différences. Dans un cas on est dans une contestation d'ensemble du système ; dans l'autre pas obligatoirement, le libéralisme étant une des formes du capitalisme. Mais est-ce bien ce qui fut en jeu dans les violentes divisions de ce camp « antilibéral » ? En partie, mais en toute petite partie seulement. Yves Salesse a écrit un livre pour défendre l'idée que l'on pourrait parfaitement arriver à un gouvernement antilibéral qui ne soit que très partiellement non-capitaliste. En ce sens (et contrairement au titre de ce livre qui prétend renouveler le débat entre réforme et révolution) ce qu'il traite ne s'arrête pas seulement aux formes du changement, mais produit l'idée d'une étape de longue durée où un gouvernement de gauche romprait avec l'essentiel des recettes néo-libérales sans pour autant verser dans le socialisme. On peut polémiquer sur l'adieu à la révolution que cela signifie, mais le plus notable à mes yeux est le profond irréalisme du projet. Même sous cette forme il supposerait un affrontement national, européen et international d'une telle ampleur qu'un gouvernement sur ces bases serait balayé dans le mois ou bien devrait rompre bien plus profondément avec le système.

Sans négliger ce genre de débats, il me semble que la question, si elle se présente comme une discussion sur des lignes de programme par nombre « d'antilibéraux », cache en fait des renoncements beaucoup plus profonds. Tous les thèmes qui ont été opposés à la LCR, parfois délirants (« la gagne » [2]) parfois moins (le refus du « témoignage ») sont marqués du sceau d'un glissement vers la survalorisation électorale couplée avec le rejet définitif de l'option d'une

mobilisation extra-parlementaire victorieuse ou même seulement efficace. Les choses les plus simples ne pouvaient plus être entendues, comme celle-ci : jamais il n'y aura à froid de « majorité » électorale pour l'application d'un programme même seulement « antilibéral », par exemple sur la base de la plate-forme adoptée à Nanterre par les collectifs. Une telle victoire doit d'abord se combiner avec des victoires « dans la rue » pour, peut-être, avoir une traduction parlementaire. Nous savons bien que dans des pays comme les nôtres, les deux processus (parlementaires et extra-parlementaires) se combineront si la radicalité avance. Mais sans une mobilisation de masse auto-organisée approchant un mai 68, c'est un mythe absolu de penser que même les « antilibéraux » pourraient être majoritaires dans les urnes.

La facilité avec laquelle ce thème purement électoraliste l'a emporté fut à mes yeux une surprise marquante et le signe d'une évolution très profonde. On peut y relier la critique, reprise de toute part (de Yves Salesse à Christian Piquet, en passant par Clémentine Autain et Claude Debons) de la candidature « de témoignage » à la Présidentielle. Laquelle critique ne peut signifier qu'une seule chose : hors de la possibilité de lutter pour une majorité à l'élection (ou, sur un mode mineur, d'influer de manière marquante sur une telle majorité), il n'y a que « du témoignage ». L'ironie du vote du 22 avril 2007 est que deux des figures les plus virulentes contre « la candidature de témoignage », MG Buffet et José Bové se sont retrouvés à 1,9 et 1,3...

Mais cela n'enlève rien au débat de fond qui est derrière. Pendant des décennies l'idée qu'un mouvement politique pouvait être influent en étant pourtant durablement écarté du pouvoir central ne choquait personne. Ceci fut au contraire considéré massivement dans les collectifs unitaires, comme au PC et chez les Verts, comme le comble de la bêtise « protestataire ». Voilà qui constitue un changement dont la portée politique est immense, un glissement « à droite », un engrenage qui n'a d'autre fin que l'intégration plus ou moins rapide au système dans son ensemble. Tardivement, Clémentine Autain a souligné que cette question était l'une de celle, majeure, qui avait bloqué l'unité antilibérale avec la LCR. Mais, classiquement, ce fut pour opposer ceux qui veulent « agir dès maintenant » et ceux (la LCR donc) qui attendent « le grand soir ». Opposition polémique et commode, mais trompeuse. Elle suppose (à la suite des dirigeants du PS, grands spécialistes de la critique du prétendu « refus de mettre la main dans le cambouis ») que la participation « aux affaires » gouvernementales est la seule efficace, ou même seulement la plus efficace pour les intérêts immédiats du plus grand nombre.

En ce qui concerne les vrais et grands changements (je ne parle pas ici de révolution, mais même seulement de réformes de quelque importance), toute l'histoire du siècle dernier montre pourtant que cette supposition est au mieux une illusion, au pire une tromperie pure et simple. C'est le mouvement extra gouvernemental, issu d'une résistance militaire et de la chute du nazisme, qui fonde les réformes de la Libération (sous la présidence de De Gaulle...). C'est la grève qui pousse en 36 aux réformes [3], consenties d'ailleurs en vue de combattre sa possible radicalisation. C'est 68 qui impulse les réformes de la décennie qui suit (sous des gouvernements de droite) et explique, même dix ans après, en 1981, la première victoire de la gauche à une présidentielle sous la 5^e République (laquelle présidence, comme on le sait, n'a pas tardé à tourner le dos à une « poussée d'en bas » qui avait épuisé sa dynamique).

Mais la lutte politique ne se limite pas à ces moments héroïques. Alors que l'entourage de Sarkozy se flatte d'avoir compris et mis en œuvre le concept gramscien « d'hégémonie », il faudrait voir à le saisir pour ce qu'il est. Quand le « grand soir » (la « guerre de mouvement ») est loin, il reste une stratégie pour des révolutionnaires qui ne soit pas « l'occupation » du gouvernement (selon les termes de Blum), et c'est « la guerre de position ». Dans celle-ci, par l'articulation de la lutte idéologique et culturelle, l'impulsion de pratiques alternatives nouvelles (y compris des pratiques de gestion au niveau local, comme à Porto Alegre), la lutte associative (comme on dirait maintenant), syndicale, politique, on peut influencer vraiment sur le cours des rapports de force, sur l'évolution de la

société dans son ensemble, et même sur les mesures prises par un gouvernement que l'on combat par ailleurs. Un excellent exemple de tout ceci est le combat couronné de succès pour la libéralisation de l'avortement dans les années 70. Mais évidemment ceci n'a de sens que dans le cadre d'une contestation globale du système en place, une « extériorité » constante et revendiquée, jusqu'à imaginer et à imposer des aspects contre-sociétaux. Il est certes impossible d'échapper au fait d'évidence qu'on ne peut sortir du « système » par simple décision (on participe inévitablement de ce système en revendiquant un emploi, donc en acceptant un statut salarial, voire simplement en achetant sa baguette de pain). Mais c'est une question de posture d'ensemble. Considérer cette « protestation » liée intrinsèquement à l'extériorité recherchée par rapport aux systèmes de domination comme « inutile », c'est rendre les armes avant d'avoir combattu.

Sur le siècle dernier donc qu'est-ce qui vient en appui à la critique de Clémentine Autain ? Rien ! Pire : quand s'est imposée l'idée que la seule gauche qui vaille était la gauche de gouvernement (l'autre étant « de témoignage »), on a vu le résultat depuis 1981. Où sont les exemples de bénéfices obtenus sérieusement, à l'échelon national, par la participation gouvernementale (allez, soyons beaux joueurs : l'abolition de la peine de mort est de ceux-là, mais combien d'autres peut-on citer à côté de tant de renoncements et de trahisons ?). Accessoirement comment ne pas voir que cette stratégie alimente par nature « le vote utile » vers les partis réellement en mesure de l'emporter et de gouverner ? D'où sans doute le délire sur « la gagne », contraire à la réalité la plus aveuglante, et dont la fonction de dénégation, au sens de la psychanalyse, n'est guère difficile à décrypter. D'ailleurs cette pression vers « l'utilité » n'est pas limitée au seul moment électoral. Elle pèse en permanence pour pousser au regroupement autour du parti le plus puissant dans le jeu institutionnel, surtout à partir des mécanismes de la présidentialisation et du vote majoritaire propres à la France.

Qu'on me comprenne bien. Ce que je défend ici est que ce désaccord, stratégique, est déterminant. Pas que l'on ne puisse rien faire d'unitaire entre « antilibéraux ». Entre le point de vue de la LCR et celui des porte parole les plus éminents des « antilibéraux » il y a bien une différence touchant au plus profond de la stratégie, et donc de l'idée qu'on se fait du combat politique dans la durée. Ceci n'empêche ni le débat, évidemment, ni non plus l'unité d'action dans les luttes (ce qui va de soi), et pas plus l'unité politique elle-même. C'est ce qui fut mis en œuvre avec le succès que l'on sait lors de la campagne référendaire. D'ailleurs, avec mon camarade Daniel Bensaid, j'ai expliqué en son temps que je comprenais aussi la démarche de ceux qui, partageant les positions de la LCR, militaient pour un compromis sur la question gouvernementale avec les autres « antilibéraux », misant sur une future « dynamique » pour clarifier les choses dans leur sens. Nous ne partagions pas cette option, car si « dynamique » il y avait, nous la sentions plutôt de l'autre côté, surtout après le ralliement des nonistes du PS à la synthèse. Mais le débat en lui-même avait sa légitimité. Ce qui était illégitime en revanche fut de faire comme si la question était réglée, et que seuls les « intérêts d'appareil » de la LCR lui interdisait de souscrire au texte de St Denis « Ambition/Stratégie ». Cette position démagogique, misant outrageusement sur l'apolitisme qui gagnait les collectifs et pour lequel « l'unité » était l'alpha et l'oméga, cachait un coup de force : contraindre la LCR à se fondre dans un moule stratégique qu'elle refusait, et ce en lui déniait la légitimité même de ses positions. Mais comme on l'a vu lors de la campagne présidentielle – et aussi avec les contributions ultérieures très intéressantes de ce point de vue de Claude Debons et Clémentine Autain – ce débat ne peut être mis de côté. Il était et demeure central, et va polariser toutes les confrontations futures.

Il faut ici noter un fait majeur, un renversement de perspective, entre ce qui dominait dans le « mouvement social » d'après 95 et ce qui dominait à l'automne 2006. En 95, ce mouvement luttait farouchement contre toute « institutionnalisation », jusqu'à rédiger un appel explicite en ce sens, et la LCR elle-même était plutôt associée « au système ». Nombre d'animateurs de ce « mouvement social » ont entre temps enjambé la stratégie de la LCR pour se retrouver en harmonie avec le PC

sur ce plan là au moins. C'est à mes yeux très significatif de l'enregistrement des limites des vagues altermondialistes, lesquelles, malgré leur force, n'ont rien gagné, et si peu ralenti le processus libéral. Et de l'intériorisation politique de ceci, sur le modèle qui a conduit au glissement tectonique d'une partie conséquente de la gauche antilibérale en Italie, sans parler des glissements encore plus substantiels au Brésil.

Les formules utilisées contre la LCR lors de ces débats houleux - « alors c'est désespérant », « les gens qui souffrent ne peuvent attendre 2012 » (comme si après 2007 il n'y avait que 2012) - prennent bien leurs sens d'adieu non pas seulement ni principalement à l'anticapitalisme, mais bien à la « rupture » avec le système de quelque ordre quelle fût. Comme si celle-ci devait résulter d'un savant mécanisme de combinaison d'occupation du pouvoir central et d'engagement des populations, les deux termes étant présentés à égalité, mais tout l'effort étant porté sur le premier. Une fois ceci admis on comprend qu'en l'impossibilité évidente de « gagner d'un coup » (sauf dénégation type « la gagne »), on puisse logiquement en attendant s'allier avec le PS ou une partie de celui-ci, tout ceci dépendant du rapport de force avec lui.

Ces évolutions très marquées se sont en fait accélérées en quelques années jusqu'à faire apparaître aux yeux de nombre des « antilibéraux » les positions de la LCR comme sectaires, excessives, extrémistes, « protestataires », alors que les positions exprimées lors de la campagne Besancenot furent somme toute plus pragmatiques qu'à l'habitude justement. Evidemment la conséquence en est que ces secteurs n'imaginaient pas une seule seconde que le processus dans lequel ils souhaitaient que la LCR s'engage ne se fasse pas sous la domination exclusive de leur point de vue (point de vue résumé sous le thème de gagner l'hégémonie sur « toute la gauche » alors que rien dans le rapport de force de classe ne peut laisser penser que nous puissions être dominants ne serait-ce que dans la gauche, sans parler de l'ensemble de la société). Pour eux, la LCR (ancrée sur le choix de continuer à miser sur une rupture « d'en bas ») est dépassée et inutile en général, et devient dangereuse quand elle est plus influente. Un obstacle dont il faut se débarrasser.

Bien entendu c'est une petite partie des militant-es engagés dans la voie « unitaire » qui partagent la logique cohérente décrite. Pour la grande masse, tout est beaucoup plus flou, et on mesure bien que les militant-es oscillent en permanence, se situant parfois encore plus à droite que tout ceci, et parfois proches de la LCR, et même pour certain-es, les deux à la fois. Ceci signifie que pour conduire une nécessaire clarification, opposer anticapitalisme à « antilibéralisme » (ce dernier terme apparaissant comme un mot valise, souvent creux dès qu'on cherche une traduction en positif) sera insuffisant. Ce sont des éléments stratégiques plus profonds qui sont en cause dans la marche vers une nouvelle force plus urgente que jamais. Bien d'autres questions importantes, y compris de portée stratégique, peuvent être laissées au débat futur appuyé sur les expériences et les luttes à venir. Mais pas celle-là qui se traduit par : l'extériorité assumée vis à vis du système politique dominant, le refus d'occuper les institutions centrales du pouvoir bourgeois, donc l'indépendance vis à vis du PS et, corollaire, l'appui prioritaire sur les mobilisations extra-parlementaires. Comme je l'ai déjà défendu dans d'autres de mes textes, il y a par ailleurs un débat délicat à avoir sur les institutions autres que gouvernementales et centrales, mais ça ne change pas le positionnement d'ensemble.

Les modes d'engagement et la question démocratique

Une partie de cette question des modes d'engagement a été abordée dans un texte très éclairant de Pierre Rousset, en défense du « principe d'organisation » [4]. Avec le recul il apparaît clairement que le fonctionnement « en réseaux » et « au consensus » fonctionne bien tant que sur les questions fondamentales, justement, le consensus préexiste. Le réseau ne crée pas du consensus, il le

nécessite quand il ne l'enregistre pas purement et simplement. Cela s'est révélé un mode très productif de fonctionnement, inclusif comme on dit, si ces conditions sont établies, qui permet de ne pas donner par des procédures formelles des conséquences trop importantes à des divergences mineures. Mais il se révèle absolument contreproductif dès qu'il faut trancher des questions délicates, qui divisent sur le fond.

Plus généralement ce fonctionnement donne un poids démesuré à ceux et celles qui se situent au cœur du réseau et disposent donc à la fois de l'influence et du carnet d'adresse. Ce n'est guère différent sur ce point dans un parti classique où les « sommets » bénéficient justement de ce type d'avantages sur « la base ». Mais dans ces derniers, il existe potentiellement (s'il ne s'agit pas de partis définitivement bureaucratisés) des mécanismes de pression politique et de contrôle. La personnalisation donne en plus inévitablement un pouvoir spécifique et ce fut le cas aussi pour Olivier Besancenot. Mais en l'espèce il était et demeure un « porte-parole », comptable en définitive devant le collectif qui le soutient. On peut a contrario, comme cas d'école, mesurer l'autonomisation du candidat Bové par rapport aux collectifs censés le soutenir, et même d'ailleurs par rapport à tous types d'instances, sauf une garde rapprochée opaque. Tout ceci prolongeait, naturellement pourrait-on dire, le lancement avec caractère plébiscitaire de la candidature (le « Bovéthon » pointé par Pierre Rousset). Rien, à aucun moment, ne permettait de faire contrepoids. C'était déjà le cas d'une manière moindre des structures centrales des collectifs unitaires. A Saint Denis par exemple les délégué-es ont été dépossédé-es de la compréhension que le refus même seulement de soumettre au vote les fameux « amendements d'Aubagne » [5] signifiait la rupture avec la LCR et avec Besancenot. Décision opaque d'un petit cénacle, une fois de plus. L'ensemble du mouvement a failli être mis à la remorque d'un des dirigeants principaux du PCF, Francis Wurtz en quelques heures, sans aucun moyen d'intervention, et cette fois-ci malheureusement avec l'appui de dirigeants minoritaires de la LCR. C'est ce que j'appelle « l'anarcho-bureaucratisme », anarchiste en apparence et bureaucratique en fait.

A la base de la valorisation de ce mode de fonctionnement il y a la montée de la revendication de l'affirmation des individus et du mode post moderne de l'engagement. On connaît ses traits profondément négatifs : dévalorisation des options et débats de long terme, morale de l'immédiateté, survalorisation des ego, zapping organisationnel et politique. On vient de mesurer que la somme de ces individualismes, loin de créer du collectif, crée de la manipulation. D'autant que beaucoup de protagonistes de l'expérience soldaient leurs propres comptes personnels avec les partis qu'ils avaient quitté (essentiellement ex PC et ex LCR), mais évidemment avec des sédimentations politiques diverses qui n'avaient aucune raison de converger spontanément, sauf dans la valorisation acharnée de leur propre rupture passée. Des militant-es, jeunes et moins jeunes, étrangers à cette histoire, qui ont joint leurs efforts à l'aventure, croyaient tenir l'avenir entre leurs mains alors qu'ils participaient au rebond d'un interminable feuilleton du passé.

Il convient cependant de dépasser ce cas d'espèce pour saisir un phénomène d'ensemble dans ses contradictions. L'élévation massive du niveau d'études couplée avec la circulation horizontale rapide de l'information, voilà les origines d'une affirmation certainement irréversible de la pensée comme de la prise de position individuelles généralisées. Il s'agit, comme nombre d'auteurs l'ont défendu, d'atouts nouveaux pour l'extension du domaine démocratique, sous la forme de réseaux entrecroisés et démultipliés. Difficiles à maîtriser par les pouvoirs en place, ils fournissent une trame sous-jacente insaisissable et toujours renouvelée à la production d'idées alternatives et donc à une résistance potentielle. C'est à cette échelle que se maintiennent, se développent et se renouvellent les multiples équipes qui alimentent un vaste mouvement « d'en bas » qui conteste dans la pratique l'évolution globale « d'en haut ». Ceci, incontestablement, constitue un élément positif. La question devient plus délicate quand ces équipes postulent à une activité politique explicite. Chaque individu ou micro-réseau devient alors une sorte d'organisation à lui tout seul. On peut en

décrire deux figures extrêmes. Le porteur d'idées fixes, dont l'horloge arrêtée donne par exception l'heure juste deux fois par jour. C'est l'heure de la confirmation éclatante, de la revanche, mais fugaces, déjà détruites la minute d'après. Et, à l'autre bord, le zappeur frénétique qui produit une idée géniale à la minute et qui, par le nombre et au hasard, atteint au même résultat : cent échecs mais une correspondance miraculeuse qui, à ses yeux, vient valider l'ensemble. [6]

Mais ces figures bien que répandues ne sont pas les seules, loin de là. Plus généralement la question qui se pose quand ce mode post-moderne d'engagement politique se généralise est celle de la convergence possible de ces processus éclatés. Les théories de la complexité montrent comment des structures localement ordonnées, et presque complètement indépendantes les unes des autres, peuvent, dans certaines conditions et une fois mises en réseaux, produire une structure globale (dite « émergente »), ordonnée à un niveau supérieur. Mais elles montrent aussi que ces conditions sont très contraignantes et rarement réunies. En général un ordre purement local produit du désordre au global. En termes politiques la comparaison conduit à dire que l'union des réseaux/individus est tout simplement difficile. On a pu noter comment elle s'était construite spectaculairement lors de la bataille référendaire, mais comment aussi les mêmes mécanismes de base avec d'autres conditions initiales sont à la source de la montée de Ségolène Royal ou, à une échelle moindre mais avec la même essence, de celle du Bovéthon.

Comme toujours dans l'analyse des phénomènes sociaux on est conduit à chercher à faire la part de ce qui se passe dans l'interaction locale (ici et maintenant) et de ce qui provient de déterminations externes (d'ailleurs et d'avant). Autrement dit de faire la part du moment où on est agent, et de celui où on est « agi », par des structures et une histoire qui dépassent et débordent les acteurs. Dans les collectifs antilibéraux l'incantation répétée à « l'unité dans la diversité » (donc à l'espoir d'une « structure émergente ») ne pouvait que se heurter à des données de fond, venant d'avant et d'ailleurs, mais qui, loin de se réduire « aux appareils », se refractaient dans la pensée même des acteurs perçue pourtant comme « nouvelle » et produite dans l'événement. L'idée de base - juste - de cette recherche d'unité est qu'il faut être le plus nombreux possible à tirer chacun sur sa corde pour mettre en branle « le mouvement social ». Mais pour être efficace ceci suppose que toutes les tractions se fassent approximativement dans la même direction. Sinon elle se gênent voire se neutralisent. La fiction postmoderne est que cet ajustement se fera automatiquement, pour peu que « les gens » puissent donner libre cours à leur créativité, sans imposition intempestive de schémas pré-établis. Mais comme expliqué plus haut, cet ajustement spontané est rare. Dans les phénomènes sociaux, on le trouve lors des grands mouvements de masse en phase ascendante, où la direction à prendre est auto-définie et auto-alimentée par la puissance du mouvement lui-même. En dehors de ces moments exceptionnels, pour y parvenir il faut prendre le temps d'élaborer une direction commune. Les mécanismes de cette élaboration se révèlent en fait lents, pesants et surtout ils contrecarrent les pulsions purement individuelles et locales du micro réseau. Le fait majeur est le suivant : ils constituent par nature des restrictions de l'espace de liberté de chaque « tireur de corde », puisqu'ils peuvent conduire à imposer une modification qui peut être importante des choix préalables par le jeu de contraintes et d'argumentations venues « d'ailleurs et d'avant », ou, au moins, venues... des autres.

Qu'on régule et systématise cette concertation, et, quel que soit le nom qu'on lui donne, on est bien dans le domaine d'une « organisation », celle-là même dont Pierre Rousset a défendu le principe. Il faudrait de plus rappeler ici que si la nouvelle affirmation individuelle en réseaux (en collectifs « locaux » par exemple) ne conduit en rien par elle-même à la convergence à construire (c'est parfois le contraire) elle laisse de toute manière intacte les structures des pouvoirs réellement dominants, lesquelles ne se soumettent jamais à l'interaction locale de réseaux. Au contraire, elles leur imposent leur force centralisée chaque fois que nécessaire. [7]

Mais la compréhension de ce que loin de dépasser les partis en termes de démocratie il s'agit là en

fait d'une régression ne règle nullement une série d'autres difficultés. Une partie décisive du problème reste béante. Le rejet des partis doit certes à l'air du temps post-moderne et libéral, mais il s'ancre évidemment aussi dans un bilan critique de la machine à broyer les individus qu'ont pu aussi représenter ces partis, surtout à l'aune de la tragique expérience stalinienne, mais pas seulement. Et on doit à l'honnêteté de dire que les drames historiques et personnels produits par ces machines sont d'une autre portée tragique que les médiocrités bureaucratiques de la campagne Bové. Aucune nouvelle force ne pourra utilement voir le jour si l'on ne fait pas droit à la nouvelle et légitime demande que la parole de chacun-e puisse spécifiquement avoir droit de cité. Cependant Hannah Arendt aux prises avec des questions de ce genre indiquait déjà que la démocratie exige l'existence d'un espace de valeurs partagées et sous contrôle (ce que ne peut donner le règne unidimensionnel de la marchandise) sans lesquelles elle devient la proie des déchirements sans fin et se noie dans sa négation.

Si l'on tente un transfert dans le domaine de l'organisation politique, on constate que l'on doit songer à renforcer cette exigence et non pas à la dissoudre. En effet alors que la société nous fait membres d'elle-même quoi qu'on en ait, rien n'oblige dans un pays non totalitaire à se supporter réciproquement dans une organisation politique. Il s'agit d'un pari risqué, difficile, un pacte à reconstruire en permanence, surtout quand on n'est pas soudés par l'appétit des postes de représentation et les capitaux matériels et symboliques qui vont avec. C'est pourquoi les options de base (« ce à quoi on croit vraiment ensemble, au fond ») doivent être raisonnablement partagées, et inévitablement ces « valeurs », dans le cas d'espèce, comportent une dose de visée stratégique pour des organisations qui ne sourdent pas naturellement du système de pouvoir dominant (pour lesquelles cet accord est un « allant de soi », un « arrière plan » donné par avance).

D'un autre côté on voit bien où mène cette nécessité si on la durcit de trop. « L'esprit de parti » peut alors couler dans le béton ce système de valeurs, avec bientôt ses grands prêtres et ses gardiens d'une orthodoxie toujours menacée. Ceci se combine avec le fait (que je ne traite pas ici, mais qui est bien connu) que les partis qui contestent le système se moulent pourtant inévitablement sur celui-ci, sous peine de perdre toute efficacité (et donc les partis révolutionnaires sur l'appareil d'état centralisé de la bourgeoisie), et, le plus souvent, finissent par lui ressembler quand ils ne transigent pas avec lui. Que l'on se saisisse d'un aspect ou de l'autre, le point nodal est celui du contrôle d'une organisation par ses membres, de sa capacité à évoluer en prenant en compte d'une manière productive les apports individuels, tout ne se laissant pas absorber par la société environnante, dont l'aptitude à la récupération est sans limites. Comment alors organiser la méfiance collective et individuelle indispensable face à l'organisation même que l'on s'est choisie ? Et alors que la légitimité de cette dernière ne peut se résumer à l'addition des engagements et positions de ses membres pris un à un ? Avec de plus la tentation de la rigidification et/ou de la récupération par le système dominant ? Interrogation ancienne mais fondamentale. Les réponses à y apporter doivent occuper une place incontournable dans la marche vers la nouvelle force anticapitaliste à venir.

Et ce ne sera pas chose facile. L'impasse où se trouvent nombre de celles et de ceux qui ont suivi l'aventure de la campagne Bové, les nouvelles et profondes crises qui vont sans nul doute saisir ce qui reste de partis comme le PCF ou les Verts (et jusqu'à certaines parties du PS) vont donner leur nouveau lot d'illusions dans la possibilité de trouver une issue au niveau le plus local possible. Là où on pense à tort contrôler par soi-même une politique qui échappe par tous les bouts. Ces replis peuvent aller de pair avec la généralisation de relations de type « féodales » au sein de cette gauche là : petites baronnies locales renfermées sur elles-mêmes, rapportant leur visée politique à leur circonscription, leur commune, leur quartier. Agir local et... penser pas grand chose.

Les deux questions traitées dans ce texte ont ainsi partie liée. Avant même que d'aborder certains thèmes stratégiques déterminants dans ses grandes lignes les rapports avec le système dominant, il faudra convaincre à gauche de la gauche que c'est bien à ce niveau d'exigence que nous porte la

situation et l'évolution globale de la société sarkozienne et l'évolution probable de la gauche gouvernementale et de ses alliés. Pour cela, faire la part de ce qui dans les nouvelles formes d'engagement est porteur de potentialités futures favorables, qu'il faut protéger et développer, et de ce qui est régressif au regard du combat pour l'émancipation, va se révéler à la fois une condition de ce débat d'ampleur stratégique indispensable, un enjeu spécifique de celui-ci, et, probablement, une de ses conséquences majeures.

P.-S.

* Samy Johsua est membre de la Direction Nationale de la LCR.

Notes

[1] Je laisse de côté tout au long de ce texte le cas du PCF, bien qu'il ait été une force déterminante de la coalition « antilibérale » pendant plus d'une année. Ce parti relève de coordonnées d'analyse bien connues, dans son histoire comme dans sa crise et son déclin. Celles-ci ont été développées par la LCR tout au long du « processus » et lui ont permis de se fonder sur des diagnostics qui se sont totalement confirmés et qu'il est inutile de développer à nouveau.

[2] L'espoir, voire la certitude, qu'une candidature unitaire antilibérale pouvait accéder à l'Élysée, après être passée devant la candidate du PS au premier tour. Cette idée sert encore de trame à nombre de commentateurs antilibéraux pour le bilan de l'élection présidentielle. Mais sur le mode rétrospectif : l'unité antilibérale aurait empêché le surgissement de Bayrou, le succès de Royal au premier tour, ou à défaut sa défaite au second et donc la victoire de Sarkozy. Le mode d'analyse du PS en 2002 (« la faute à la dispersion ») semble devoir désormais servir de matrice de justification à n'importe quel échec à gauche.

[3] Rappelons une fois de plus que les congés payés ne faisaient pas partie du programme électoral du Front Populaire.

[4] Voir Pierre Rousset, [Après le « Bovéthon » : en défense du principe d'organisation](#)

[5] Au nombre de deux principaux, les amendements excluaient définitivement une alliance avec le PS dans le cadre de l'élection de 2007 et demandaient que l'éventuelle candidature unitaire ne soit pas issue d'un des principaux partis du rassemblement.

[6] On peut rapprocher ces figures de la description que donne le sociologue Max Weber des autodidactes, avec ses deux figures principales, le bricoleur qui s'est acquis lui-même un certain savoir livresque sans savoir s'en servir, et le *polygraphe*, avec une boulimie d'écriture et leur irrésistible désir de vulgarisation qui met en présence d'un problème particulier de l'autodidacte : celui de l'organisation des connaissances.

[7] On sait que nombre d'auteurs (Tony Negri, par exemple) défendent l'inverse. Sur ce point je renvoie aux nombreuses réfutations données contre ces positions, par Daniel Bensaïd entre autres.